Conseil de Métropole assez peu fréquenté donc et particulièrement soporifique.

On sent que, progressivement, Rossinot dans sa stratégie néo-macronienne, asphyxie les communes qu'il rêve un jour de dissoudre sous prétexte de les fusionner, pour mieux les vampiriser.

Cela commence par des interprétations abusives de la loi (la répartition des logements sociaux sur les territoires de nos communes a été abandonnée à V. Debord (et les maires de gauche l'ont votée !), l'intercommunalité va reprendre conformément à la loi le règlement de publicité, mais il essaiera de prendre au passage aux Communes leurs recettes. Cela continue par ces sempiternelles propositions de mutualisations qui chaque fois lui donne plus de pouvoir, et lèsent les Communes et financièrement et dans leur pouvoir d'agir.

Les maires ont peur de lui et espèrent toujours plaire au roi pour moins subir... En ce moment, il signe des contrats avec la Grande Région et avec l'Etat...

Pour la Région, cela exclue les Communes, puisque, pour cette contractualisation, c'est le Grand Nancy, donc Rossinot dans sa toute puissance qui est l'interlocuteur de la Région. Cela s'appelle "Contrat de partenariat métropolitain entre la Région Grand Est, la Métropole du Grand Nancy et la Ville de Nancy" (c'est beau la poésie !)

Il met dans ce contrat ce qu'il veut et uniquement ce qu'il veut. Il y met par exemple le Grand Nancy thermal, dont on sait que le dérapage financier sera abyssal, que le projet sur le fond (car il touche le fond) n'est pas bon, que les nancéiens pétitionnent contre la fermeture de la piscine Louison Bobet... nous n'avons pas obtenu le débat que nous demandions, le dérapage n'a pas été ni présenté en Conseil de Métropole, ni voté.

Et bien il le met quand même dans le contrat avec la Région ! Et après, il nous dira que nous nous sommes engagés sur ce projet puisqu'il était dans le contrat de partenariat !

Et puis comme les Communes n'ont rien à dire, on ne trouve pas dans ce contrat ce que nous aurions aimé que la Région soutienne (nos projets communaux ou à défaut les projets sur nos communes que Rossinot s'est appropriés, pour qu'ils n'aboutissent pas).

Cela s'appelle la dissolution progressive des Communes (pour la démocratie, c'est trop tard, c'est déjà fait).

Cette fois-ci, c'est Didier Sartelet Maire de Hellecourt et surtout Vice-Président de Rossinot, qui courageux a fait savoir qu'il ne s'y retrouvait pas. Il n'a donc pas voté ce Contrat, en annonçant que Garcia (absent) ne le voterait pas non plus (ça, on a l'habitude qu'il ne vote pas...)

La Gauche a été un peu plus courageuse et plus cohérente qu'elle ne l'avait été sur le sujet de la Ligne numéro 1 du tram (il faut dire qu'elle était peu présente), elle n'a pas voté non plus cette délibération.

Et d'ailleurs à propos de cette ligne 1 du tram, rappelez-vous ce que j'avais dit : "Rossinot nous mène en bateau... il ne s'engage pas à faire cette ligne d'une manière ou d'une autre... il ne dit pas comment il va la financer... je vous donne rendez-vous au mois de décembre prochain, puisqu'il nous recolle des études coûteuses, vous verrez qu'en décembre, il nous dira que ce n'est pas possible ou alors, il nous renverra encore à de nouvelles études".

J'avais donné rendez vous au mois de décembre... et bien c'est hallucinant, mais Rossinot, dans ses commentaires oiseux au sujet de cette délibération, a dit, sans vergogne, "nous n'avons pas mis la ligne numéro 1 du tram dans ce contrat, car pour l'instant nous n'avons rien décidé, nous ne savons pas encore comment nous allons la financer..."

Nous n'aurons donc pas eu à attendre le mois de décembre. Je pense que tous ceux qui l'ont

laissé faire et qui ne se sont pas opposés à cette délibération de mascarade au mois de mai ne doivent pas être très fiers d'eux.

Et puis il y a eu la délibération 19 dans laquelle Rossinot nous propose (ou nous impose) la contractualisation financière avec l'Etat (la contractualisation Macron). C'est le sénateur Husson qui a pris la parole pour défendre les Communes et dire ce que nous disons depuis le début. Les communes ont assez payé la note, elles n'en peuvent plus. Et signer ce contrat signifie une régression, c'est la décentralisation qui est remise en cause, c'est donner tous les pouvoirs à l'Etat via le Préfet. Là encore on vend la peau des Communes.

Moi, je dis "contractualisation Macron-piège à cons !" Rossinot, c'est le Bourgeois de Calais du Grand Nancy. On va lui acheter une chemise et lui donner les clés de nos Communes qu'il ira déposer aux pieds de Macron.

Le sénateur de droite n'a donc pas voté cette délibération (d'autres élus de droite non plus) et la Gauche a voté contre.

Rossinot est ballotté, c'est ballot. Mais, les dégâts d'ores et déjà sont considérables, quand on se réveillera, ce sera trop tard.